



Joëlle Maison

« Décloisonner l'enseignement et le moderniser, pour mieux l'ancrer dans son temps »

GÉRALD VANBELLINGEN

Parlementaire bruxelloise, auparavant au Parlement de la FWB et ex-échevine de l'Enseignement à Uccle, Joëlle Maison (DéFI) est très concernée par le monde scolaire. Pour Entrées Libres, elle s'est livrée à un exercice inédit : imaginer, en partant d'une feuille blanche, les composantes qui feraient d'une école un établissement scolaire idéal. Elle milite notamment pour une mise aux normes et une refonte des bâtiments, la revalorisation des barèmes des directeurs, une réforme des statuts et titres des enseignants, la réforme du qualifiant et du spécialisé, le développement de l'esprit critique et un décloisonnement global de l'enseignement.

Joëlle Maison, en quoi les bâtiments scolaires actuels ne correspondent-ils plus aux besoins de l'enseignement ?

« Il est devenu une nécessité d'avoir des bâtiments en état et isolés. Il est complètement fou de voir que, dans les médias, on ne parle que de PEB, d'isolation, d'économies d'énergie et qu'en attendant, des élèves se retrouvent dans des bâtiments qui sont souvent des passoires énergétiques. Avoir des châssis qui ne se ferment pas, des chaudières qui ne fonctionnent qu'à l'huile de coude, c'est surréaliste ! Surtout que cela a aussi un impact sur le bien-être des enseignants et des élèves... Ensuite, plus que leur état, c'est aussi la structure des écoles et de leurs bâtiments qu'il faut faire évoluer. Nombre d'écoles correspondent à une vision du 19^e ou 20^e siècle. Avec des classes identiques, faites pour 25 élèves, etc. Alors qu'aujourd'hui, il faudrait des classes modulables pour permettre de travailler par grands ou plus petits groupes et favoriser une meilleure inclusion, une meilleure différenciation aussi, etc. Ce qui est très compliqué dans une classe de 25. »

Ensuite, vous appelez à une revalorisation du barème salarial des directeurs, et pas spécialement des profs...

« Je ne vais pas me faire des amis, c'est sûr. Mais je n'ai pas l'impression que le nœud du problème chez les enseignants, ce soit le barème salarial. Pour les directeurs en revanche, c'est autre chose. Car un directeur, c'est un chef qui doit avoir des talents de RH, de psychologie, de pédagogie, de gestion de bâtiments, etc. Et qui parfois, surtout chez les directeurs débutants, se retrouve avec un

salaire moindre ou équivalent à un enseignant avec quelques années d'expérience. Cela n'a aucun sens dans une gestion d'équipe... Et il y a urgence à réagir, car c'est aussi un métier en pénurie... »

Du côté des enseignants, vous souhaitez réancrer le métier dans son époque. Ça signifie que c'est un boulot qui n'a pas su évoluer ?

« Aujourd'hui, quel jeune futur enseignant se dit encore : je veux rester 45 ans dans la même classe ou dans la même école ? Personne ou presque car ce type de carrière n'est plus du tout sexy pour les jeunes, quel que soit le secteur. Alors que les gens changent de boulot tous les 3-4 ans, on dit aux enseignants : 'Non, non, tu vas rester enseignant toute ta vie. Et pas question d'aller à un moment travailler dans l'école à côté de chez toi ou alors tu perds ton ancienneté, ta protection de l'emploi, etc.' Ça n'a absolument aucun sens ! Ce sont même des règles moyenâgeuses. Il est grand

temps d'actualiser ces statuts et titres et de tout décloisonner : les profs, comme les réseaux et même les bâtiments. »

Plutôt que d'évoquer la taille des classes, vous parlez d'améliorer les pratiques collaboratives...

« Les syndicats tapent sur la taille des classes, le PTB aussi mais ce n'est de nouveau pas le nœud du problème à mes yeux. Et il n'y a pas que moi qui le dit. Andreas Schleicher, le 'Monsieur OCDE', souligne que c'est effectivement plus confortable d'avoir une classe de 15 élèves que de 25. Mais ce qui est au cœur du bien-être des enseignants et qui fait donc la réussite de l'enseignement, ce sont les pratiques collaboratives. Que ce soit dans les écoles, mais aussi entre les écoles et les réseaux. En Suède, 50% des périodes sont dédiées au partage des pratiques. Je suis persuadée que ce type de pratiques aiderait fondamentalement les nouveaux profs. Car pratiquer la différenciation, c'est ultra-motivant pour un prof. Mais il faut encore pouvoir l'encadrer, le guider et qu'il puisse consacrer une partie de son temps à échanger avec ses pairs. Car si l'on s'en tient à leur formation, la différenciation, c'est 2h sur leur cursus pour leur apprendre à détecter les TDA, TDAH, les HP, etc. C'est quand même aberrant... »

Du côté de la pédagogie, vous appelez là aussi à moderniser l'enseignement, par un développement de l'esprit critique...

« La société évolue beaucoup plus vite que l'école, c'est un fait. J'ai même l'impression qu'aujourd'hui, l'école est dépassée sur certains points. Notamment vis-à-vis de l'éducation à l'esprit critique. Car dès le plus jeune âge, les enfants sont sur YouTube, la télé, les vidéos, etc. Mais à l'école, on ne leur dit pas ou on ne leur explique pas ce qu'il y a derrière tout ça. Alors qu'il faudrait montrer aux élèves ce que signifie une vidéo ou une image, quelle est sa portée, leur apprendre à en vérifier les sources, décoder les informations qu'elle contient. C'est devenu essentiel aujourd'hui. Et l'apprentissage des langues fait partie des outils nécessaires au développement de l'esprit critique évidemment. »

Pourtant, vous tenez à le dire, tout ne va pas mal dans l'enseignement !

« Il y a plein de choses à améliorer, c'est sûr, surtout si l'on pense à une école idéale. Mais il y a aussi beaucoup d'enseignants et

beaucoup d'écoles où tout fonctionne très bien. Ça peut paraître un peu banal, mais je me dis qu'à la place des profs, des équipes éducatives, des logopèdes, directeurs, etc., entendre continuellement : 'Ça ne va pas, on fait grève, c'est la grogne générale', ça doit être compliqué à vivre. Donc il faut le dire : oui l'enseignement fonctionne bien dans beaucoup d'écoles. Et notamment dans les écoles où le PO est proche. Comme dans le libre ou le communal. Car cela permet d'avoir des retours plus rapides et efficaces. Au contraire de WBE car le PO est plus éloigné du terrain. WBE fait donc moins bien, avec pourtant plus de moyens à disposition. » ■



« Lier l'apprentissage du néerlandais à la découverte de la culture flamande »

« Imposer le néerlandais (en 2027 dès la 3^e primaire), c'est une très bonne chose » assène d'emblée Joëlle Maison. « Car ce n'est pas juste un prérequis pour trouver plus facilement de l'emploi par après. C'est une langue nationale et sa connaissance nous permettra à tous de mieux communiquer l'un avec l'autre. En revanche, il faut l'apprendre autrement. Car aujourd'hui, rares sont les francophones qui parlent ou maîtrisent le néerlandais... »

Pour booster cet apprentissage du néerlandais, la députée bruxelloise propose de s'inspirer de la situation de l'anglais.

« Pour moi, il faut se demander pourquoi les jeunes maîtrisent si facilement l'anglais alors qu'ils n'ont pas de cours en général avant la 3^e ou 4^e secondaire. Mais regardez un peu les supports en anglais auxquels ils ont accès : des jeux, du ludique, des séries, des films ou des vidéos, ils ont le choix. Ce qui n'est pas du tout vrai pour le néerlandais. Pourtant, je suis persuadée que présenter des films flamands ou la culture flamande en général aux élèves, cela va en intéresser plus d'un. Cela va leur donner le goût de la langue, au contraire d'exercices de conjugaison par exemple. Une nouvelle approche qui va permettre aux élèves d'apprendre la langue d'une façon plus ludique, plus moderne et plus intéressante. Car finalement c'est ça le problème : la trop grande séparation qui existe entre l'apprentissage du néerlandais et celui de la culture flamande. Il faut donc à mon sens laisser une souplesse pédagogique aux profs de langues pour amener tout ça en classe. Leur permettre de décloisonner le néerlandais, à l'image du décloisonnement que veut mettre en place le PECA ou le nouveau tronc commun en général. » ■

G. VBG.

« Réformer pour contrer la pénurie de profs »

La pénurie d'enseignants, c'est l'une des quadratures du cercle à laquelle est confronté le monde de l'enseignement. Et pour la contrer, Joëlle Maison propose de s'attaquer à trois dimensions : le qualifiant, le spécialisé et la formation initiale des enseignants. Tout en mettant le focus sur trois notions centrales : le décroisement global, la portabilité de l'expérience et l'accompagnement des jeunes.

En quoi réformer le qualifiant ou le spécialisé peut-il solutionner la pénurie des enseignants ?

« Le Pacte d'excellence veut notamment rationaliser l'enseignement. Mais dans le qualifiant, on se retrouve parfois avec des classes qui comptent 7 élèves et une autre, 1 kilomètre plus loin mais située dans un autre réseau, qui propose la même option, mais avec 5 ou 6 élèves. Dans un monde merveilleux avec plein d'argent, cette situation serait parfaite. Mais au vu de la situation financière, ce n'est plus tenable. Au contraire, il faut être réaliste, rationnel et mutualiser les moyens entre réseaux, les décroiser. Je pense que cela permettrait de dégager des moyens humains et financiers importants, pour mieux les redéployer. »

Décroiser les réseaux, pour en faire un réseau unique ?

« Non, ça je n'y crois pas du tout. C'est une belle idée, mais elle est impossible à mettre en œuvre. En revanche, il faut décroiser les réseaux, instaurer la portabilité de l'ancienneté entre les réseaux ou même vis-à-vis du privé. Il est quand même surréaliste de dire aujourd'hui à un prof : 'Tu changes de réseau ok, mais tu perds toute ton expérience et/ou ta nomination !'. Dans quel autre secteur voit-on ça ? »

Et quid de l'idée pour le spécialisé ?

« Le spécialisé est une formidable structure, mais quand on regarde aujourd'hui ce que coûte un élève, on en est à environ 17.000 euros par an. Alors que pour ceux du

primaire ou du secondaire, c'est 4 à 4.500 euros par an en moyenne. L'idée, c'est que si on pratiquait davantage l'intégration dans les classes ordinaires, on pourrait dégager des moyens humains. Avec les écoles du spécialisé qui deviendraient des écoles « ordinaires » et les enfants à besoins spécifiques qui se retrouveraient intégrés dans les classes. Mais avec un encadrement adapté, qui proviendrait du « surplus » spécialisé. Car il ne resterait alors dans le spécialisé que les élèves qui ne peuvent pas être intégrés ou qui veulent y rester. »

Une réforme qui faciliterait par la même occasion l'intégration ?

« Aujourd'hui, la réalité c'est que dire à un enseignant de prendre en charge un élève à besoins spécifiques alors qu'il a déjà 25 élèves, ce n'est pas possible. J'ai vécu cette situation en tant qu'échevine

« Transformer l'image du qualifiant en une filière d'excellence »

Si Joëlle Maison évoque une réforme plus large du qualifiant, elle en appelle aussi à changer la perception souvent négative qu'en ont les élèves et leurs parents.

« Un des objectifs de l'école aujourd'hui, c'est de permettre à tout un chacun d'accéder au monde des études supérieures, de l'université. C'est très bien, mais il faudrait en réalité élargir la réflexion. Pour que les élèves dits 'de bonne famille' envisagent les filières du technique et du qualifiant de manière aussi valorisante que l'université. Mais aussi que les élèves issus de familles plus modestes ne voient plus nécessairement les études supérieures comme l'une des seules façons de 's'élever socialement'. »

Une revalorisation de ces filières qui aurait par la suite un effet positif sur le marché de l'emploi. « Les métiers manuels sont en pénurie. Pourtant, ils sont tout aussi importants. L'idée, c'est qu'il y a un gros travail à fournir pour en faire là aussi des filières d'excellence. Pour faire entrer dans les têtes des élèves, mais aussi des familles, que ce ne sont pas des filières de 'relégation' mais des filières comme les autres qui permettent d'avoir un bel avenir également. Avec tout autant de fierté de décrocher son diplôme et d'accéder à un métier qu'un médecin par exemple. » ■

G. VBG.



©DR

où j'ai dit : 'Oui oui, on va intégrer cet élève dans une classe ordinaire !'. Mais dans les faits, c'était très compliqué. Il faut que les moyens suivent, or ils ne sont pas là aujourd'hui. Les Pôles Territoriaux sont mis en place depuis cette année, on va leur laisser un peu de temps. Mais à mon avis, favoriser l'intégration des élèves à besoins spécifiques dans les classes ordinaires, ça a beaucoup plus de sens. Car il ne faut pas oublier qu'avec les Pôles Territoriaux, on a démultiplié les structures et donc l'administratif, avec une déperdition d'argent lié à cet administratif... »

Du côté de l'accompagnement, la solution viendrait-elle également de la formation initiale des enseignants ?

« J'ai fait une proposition au Parlement qui n'a pas été retenue. Elle consistait à faire de la 4^e année d'études supplémentaire une année en alternance, avec 50% de cours et 50% de pratique. Pour permettre aux étudiants de se familiariser avec le monde réel (même si les stages existent) et aux enseignants d'avoir plus d'aide en classe. Une situation 'win-win' qui, par ricochet, permettrait de contrebalancer l'abandon du métier avec 25% des jeunes qui abandonnent dès la première année... Car ils seraient mieux préparés et plus conscients de la réalité du métier. »

Plus rock'n'roll, vous avez proposé une prime à la pénibilité pour les enseignants des écoles compliquées...

« Le métier d'enseignant n'est pas le même partout et donc il ne serait pas insensé de donner des primes dans les écoles compliquées. Car il est plus compliqué d'être enseignant dans ces écoles-là, il y a tout simplement plus de choses à gérer. »

Que pensez-vous des aménagements de fin de carrière proposés par Caroline Désir ?

« Elle a le mérite d'avoir lancé une amorce pour contrer la pénurie d'enseignants. Son idée de dégager des périodes chez les profs en fin de carrière pour qu'ils apportent un soutien en classe aux moins expérimentés est une bonne idée qui va avoir des retombées pratiques. Mais pour qu'elle soit efficace, cela devrait être fait à très grande échelle. » ■

G. VBG.



« **Mon échevinat à Uccle m'a permis de découvrir le monde passionnant de l'enseignement** »

Joëlle Maison n'aura pas connu une scolarité des plus faciles. Enfant très introvertie et victime d'un peu de harcèlement en primaire dans une école ucquoise, elle s'est davantage épanouie à l'Institut Sainte-Ursule de Forest où elle s'était mise en tête de devenir une leader de la classe. Elle termine sa rhéto à 17 ans, assez facilement.

« Je voulais alors devenir soit psychiatre, soit avocate. J'ai opté pour la deuxième option, mais tout ne s'est pas passé comme prévu. Je n'allais pas au cours, je n'étudiais pas, etc. Je me réfugiais en réalité un peu dans la lecture, ce qui m'a obligée à passer par le jury d'Etat pour passer en deuxième à l'ULB. »

Malgré des études de Droit qui ne la passionnent pas, Joëlle Maison passe le barreau dans un petit cabinet d'avocats. « On devait tout y faire de A à Z, y compris plaider les affaires, ce qui n'était pas évident au départ pour moi, grande timide. Mais ça a été génial et ça m'a passionnée pendant 15 ans. »

À la même époque, elle entre en politique au sein du FDF (actuel DéFI). Elle est élue à sa grande surprise conseillère communale à Uccle, avant de passer échevine de l'Éducation et de l'Enseignement de 2006 à 2018. « Être échevine, c'est du concret. Une fonction qui m'a permis de découvrir un monde passionnant, surtout qu'il y a 15 écoles à Uccle et vraiment de tout. Ce qui représente environ 7 à 800 personnes à gérer, à rencontrer, pour récolter les échos du terrain et voir ce qui fonctionne ou pas, etc. »

Très active, elle aura mené trois grands projets : la création d'une école en immersion - ce qui lui tenait très fort à cœur dans un contexte d'apprentissage des langues - un projet d'éducation à l'environnement et un projet d'école à rayonnement musical. Une expérience de terrain qui l'a propulsée en tant que députée FWB. « J'étais toujours très active, mais j'ai eu l'impression d'être moins utile car dans l'opposition. Même si la commission Éducation semble être un peu à l'écart des querelles politiques. L'appartenance politique y passait un peu après la vision de la pédagogie et du bien-être des élèves. » Une aventure qui s'est terminée en 2021, même si elle reste active au sein du Parlement bruxellois. ■

G. VBG.

Retrouvez l'interview-vidéo sur :
<https://youtu.be/XwTHuCQFkw>

